
Troisième session, vingt-neuvième Législature

Third Session, Twenty-Ninth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi 107
(PRIVÉ)

Loi modifiant la Charte de la Ville
de Québec

Bill 107
(PRIVATE)

An Act to amend the Charter
of the City of Québec

Première lecture

First reading



M. HOUDE (Limoilou)

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

ROCH LEFEBVRE

QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1972

Projet de loi 107

(PRIVÉ)

Loi modifiant la Charte de la Ville
de Québec

ATTENDU que la Ville de Québec a, par sa pétition, représenté qu'il est dans son intérêt et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, le chapitre 95 des lois de 1929 et les lois qui la modifient, soit de nouveau modifiée;

Attendu que la pétitionnaire a demandé l'adoption d'une loi à cette fin et qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 5 du chapitre 95 des lois de 1929 est remplacé par le suivant:

« **5.** Le territoire de la ville est compris dans les [limites fixées dans l'annexe A.

Le Conseil peut en tout temps, par règlement, modifier ces limites de manière qu'elles comprennent tout territoire annexé ou fusionné à la Ville.] »

2. Ladite loi est modifiée en insérant à la fin, avant la cédula A, l'annexe suivante:

[« ANNEXE

Le territoire de la Ville de Québec comprend tous les lots et parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures

Bill 107

(PRIVATE)

An Act to amend the Charter
of the City of Québec

WHEREAS the City of Québec has by its petition represented that it is in its interest and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, chapter 95 of the statutes of 1929 and the acts amending it, be again amended;

Whereas the petitioner has prayed for the passing of an act for that purpose and it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 5 of chapter 95 of the statutes of 1929 is replaced by the following:

“**5.** The territory of the City of Québec is comprised within [the limits determined in Schedule A.

The Council may at any time, by by-law, alter such limits so as to include any territory annexed to or amalgamated with the City.”]

2. The said act is amended by inserting at the end, before Schedule A, the following schedule:

[“SCHEDULE

The territory of the City of Québec includes all the lots and parts of lots and their present and future subdivisions and

ainsi que les chemins, routes, rues, emprises de chemin de fer, rivières, cours d'eau, quais ou partie d'iceux, renfermés dans les limites suivantes, à savoir:

Partant de l'intersection de la ligne sud-ouest du lot 58 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport avec la ligne de basse marée du fleuve Saint-Laurent; de là, successivement les lignes et les démarcations suivantes: le prolongement vers le sud-est de la ligne sud-ouest dudit lot jusqu'à son intersection avec une ligne passant à mi-distance entre la face extérieure est des quais du Bassin Louise et la rive droite du fleuve Saint-Laurent; partie de ladite ligne et la ligne médiane dudit fleuve en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 168 du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame de Québec (banlieue); ledit prolongement et la ligne sud-ouest des lots 168 et 165, cette ligne traversant l'emprise du boulevard Champlain; une ligne brisée séparant le lot 227 du cadastre officiel de la paroisse de St-Colomb de Sillery des lots 230, 229 et 228-1 dudit cadastre; de là, suivant successivement le côté sud et sud-ouest de l'avenue Delaune et son prolongement à travers le Chemin St-Louis (boulevard Laurier), le côté nord-ouest du Chemin St-Louis, le côté sud-ouest de l'avenue Belvédère, le côté sud-est du boulevard St-Cyrille jusqu'à son intersection avec le prolongement du côté sud-ouest du lot 127-1-1 (avenue Painchaud) du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Foy; puis en référence à ce dernier cadastre, ledit prolongement et ledit côté sud-ouest de l'avenue Painchaud et le côté sud-est du lot 127-1-2 (rue Muir); la ligne sud-ouest des subdivisions 1-2, 32, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 9, 8, 7, 4 et 17-1 du lot originaire 127; la ligne nord-ouest du lot 127-17-1 (rue Hélène-Boulé); une partie de la ligne nord-est du lot originaire 127 jusqu'au Chemin Ste-Foy; de là, traversant le Chemin Ste-Foy et suivant la ligne nord-est du lot 120 jusqu'à la cime du cap; de là, la ligne sud-est du lot 121 le long de ladite cime du cap, la ligne sud-ouest du lot 122-284 et son prolongement jusqu'à la ligne centrale du boulevard Charest; ladite ligne centrale du boulevard Charest en direction nord-est jusqu'à son intersection

the roads, highways, streets, railway rights of way, rivers, watercourses, wharves or parts of them contained within the following limits, namely:

Starting at the point of intersection between the southwest line of lot 58 of the official cadastre of the parish of Beauport with the low-water mark of the Saint Lawrence River; thence, successively, the following lines and demarcations: the extension southeasterly of the southwest line of the said lot to its intersection with a line half-way between the outward east side of the Bassin Louise wharves and the right bank of the Saint Lawrence River; part of the said line and the centre line of such river upstream to the extension of the southwest line of lot 168 of the official cadastre of Notre-Dame de Québec parish (banlieue); the said extension and the said southwest line of lots 168 and 165 across the Champlain boulevard right of way; a broken line separating lot 227 of the official cadastre of St-Colomb de Sillery parish from lots 230, 229 and 228-1 of the said cadastre; thence successively the south and southwest sides of Delaune avenue and its extension across Chemin St-Louis (Laurier boulevard), the northwest side of Chemin St-Louis, the southwest side of Belvedere avenue, the southeast side of St-Cyrille boulevard to its intersection with the extension of the southwest side of lot 127-1-1 (Painchaud avenue) of the official cadastre of St-Foy parish; then with reference to that cadastre, the said extension and southwest side of Painchaud avenue and the southeast side of lot 127-1-2 (Muir street); the southwest side of subdivisions 1-2, 32, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 9, 8, 7, 4 and 17-1 of original lot 127; the northwest line of lot 127-17-1 (Hélène-Boulé street); part of the northeast line of original lot 127 to Chemin Ste-Foy; thence across Chemin Ste-Foy along the northeast line of lot 120 to the summit of the cliff; thence, the southeast line of lot 121 along the said summit, the southwest line of lot 122-284 and its extension to the centre line of Charest boulevard; the said centre line of Charest boulevard northeasterly to its intersection with the southwest line of lot 2359 of the official cadastre of St-Sauveur parish; then, with reference to that cadastre, the southwest

avec la ligne sud-ouest du lot 2359 du cadastre officiel de la paroisse de St-Sauveur; puis, en référence à ce dernier cadastre, la ligne sud-ouest d'une partie dudit lot 2359, une ligne brisée limitant vers le sud-est le lot 2360, une partie de la ligne nord-est, la ligne sud-est et une partie de la ligne sud-ouest du lot 2363; une ligne brisée limitant vers le sud-ouest le lot 2525, le lot 2511 et une partie du lot 2522, une ligne sud limitant une partie du lot 2522, les lots 2521, 2510 et une partie du lot 2519, la ligne sud-est d'une partie du lot 2519 et du lot 2508, une ligne brisée limitant au sud-est, au sud et à l'est le lot 2512, la ligne est des lots 2507 et 2513; la ligne sud des lots 2513, 2506 et 2514; la ligne ouest et nord-ouest du lot 2514 et d'une partie du lot 2515; la ligne sud-ouest du lot 2380-A et d'une partie du lot 2380-A-1, une ligne brisée limitant vers le sud-est le lot 2380-B jusqu'au côté nord-est de l'emprise du chemin de fer Canadien National (voie désaffectée); la ligne sud-ouest d'une partie du lot 2380-B jusqu'au côté sud de l'emprise du chemin de fer du Pacifique Canadien; puis, en référence au cadastre officiel de la paroisse de l'Ancienne-Lorette, le côté sud de ladite emprise du chemin de fer du Pacifique Canadien (lot 961) en allant vers l'ouest jusqu'à la ligne médiane principale du boulevard Henri IV; la ligne médiane dudit boulevard en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne sud-est du lot 26; une ligne limitant au sud-est le résidu du lot 26 et les lots 27, 28, 29, 30, 30-A, 31 et 32; une partie de la ligne sud-ouest du lot 32 jusqu'au coin est du lot 33; la ligne sud-est des lots 33, 34 et 35; la ligne sud-ouest du lot 35; la ligne nord-ouest des lots 35, 34, 33, 32 et d'une partie du lot 31 jusqu'au prolongement à travers la rivière Lorette de la ligne sud-ouest du lot 106; ledit prolongement et la ligne sud-ouest du lot 106 et son prolongement à travers la route 2-C; la ligne sud-ouest du lot 108; une ligne droite à travers la rue Saint-Paul joignant le coin ouest du lot 108 au coin sud du lot 109; le côté nord-ouest de la rue Saint-Paul en allant vers le nord-est jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 103; ladite ligne sud-ouest du lot 103; la ligne nord-ouest des lots 103, 98, 97, 94, 93 et la ligne sud-ouest du lot 236;

line of a part of lot 2359, a broken line bounding 2360 on the southeast, part of the northeast line, the southeast line and part of the southwest line of lot 2363; a broken line bounding lot 2525, lot 2511 and a part of lot 2522 on the southwest, a south line bounding a part of lot 2522, lots 2521, 2510 and a part of lot 2519, the southeast line of a part of lot 2519 and of lot 2508, a broken line bounding lot 2512 on the southeast, south and east; the east line of lots 2507 and 2513; the south line of lots 2513, 2506 and 2514; the west and northwest lines of lot 2514 and of a part of lot 2515; the southwest line of lot 2380-A and of a part of lot 2380-A-1; a broken line bounding lot 2380-B on the southeast to the northeast side of the Canadian National right of way (abandoned line); the southwest line of part of lot 2380-B to the south side of the Canadian Pacific right of way; then, with reference to the official cadastre of l'Ancienne-Lorette parish, the south side of the said Canadian Pacific right of way (lot 961) westerly to the main median of Henri IV boulevard; the said median of the said boulevard southeasterly to the southeast line of lot 26; a line bounding the residue of lot 26 and lots 27, 28, 29, 30, 30-A, 31 and 32 southeasterly; part of the southwest line of lot 32 to the east corner of lot 33; the southeast line of lots 33, 34 and 35; the southwest line of lot 35; the northwest line of lots 35, 34, 33 and 32 and a part of lot 31 to the extension across the Lorette river of the southwest line of lot 106; the said extension and the southwest line of lot 106 and its extension across route 2-C; the southwest line of lot 108, a straight line across Saint-Paul street joining the west corner of lot 108 to the south corner of lot 109; the northwest side of Saint-Paul street northeasterly to the southwest line of lot 103; the said southwest line of lot 103; the northwest line of lots 103, 98, 97, 94, 93 and the southwest line of lot 236; then, with reference to the official cadastre of St-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette parish, the line bounding lots 573, 574, 572, 570, 569, 568-A, 568, 567, 565, 562, 561, 558 and 557 to the southwest, such line crossing the former Québec and Lake St. John railway right of way (cadastral lot 1524), a southwest line and

puis, en référence au cadastre officiel de la paroisse de St-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, la ligne limitant au sud-ouest les lots 573, 574, 572, 570, 569, 568-A, 568, 567, 565, 562, 561, 558 et 557, cette ligne traversant l'emprise de l'ancien chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean (lot cadastral 1524), une ligne sud-ouest et une ligne sud-est du lot 556, la dernière se prolongeant à travers le lot 1524 et se continuant jusqu'à une autre ligne sud-ouest dudit lot 556; la dernière ligne sud-ouest du lot 556 et la ligne sud-ouest des lots 555 et 550, celle-ci se prolongeant à travers le lot 1524 et le boulevard Chauveau et se continuant dans la ligne sud-ouest des lots 548 en rétrogradant jusqu'au lot 536 inclusivement, 536-A, 535, 534, 533 et 532 jusqu'à la ligne sud-est du lot 262; la ligne limitant au sud-est les lots 262, 261, 260, 259, 248, 247, 246, 243, 242 et 241, cette ligne se prolongeant à travers le lot 1524 et se continuant jusqu'à la ligne médiane de la route Poulin; ladite ligne médiane de ladite route jusqu'au côté nord-ouest de la route Sainte-Geneviève avant élargissement; ledit côté nord-ouest de ladite route Sainte-Geneviève et son prolongement à travers le lot 1524; la ligne nord-ouest du lot 269 jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 521; partie de la ligne sud-ouest dudit lot 521; la ligne sud-ouest des lots 517, 516 et son prolongement à travers la route Saint-Claude; la ligne sud-ouest des lots 515, 514 et 513 se prolongeant à travers le lot 1524 et la ligne sud-ouest des lots 457 et 456 jusqu'à la ligne nord-ouest dudit lot 456; ladite ligne nord-ouest du susdit lot 456 et son prolongement jusqu'au côté nord-est du lot 1524; ledit côté nord-est dudit lot 1524 en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne nord du lot 458; la ligne nord des lots 458, 459, 460, 461, 462, 464, 465, 465-A, 466 à 471 inclusivement et son prolongement jusqu'au côté nord-est de la rue Cook; ledit côté nord-est de ladite rue en allant vers le sud-est et se continuant dans la ligne nord-est du lot 474 et dans le côté nord-est de la route de l'Ormière jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 593; la ligne nord-ouest des lots 593, 608 et 607, la dernière prolongée jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saint-Charles; ladite ligne médiane de la rivière,

a southeast line of lot 556, the latter extended across lot 1524 to another southwest line of lot 556; the latter southwest line of lot 556 and the southwest line of lots 555 and 550 extended across lot 1524 and Chauveau boulevard and along the southwest line of lot 548, returning to lot 536 inclusive, 536-A, 535, 534, 533 and 532 to the southeast line of lot 262; the line bounding lots 262, 261, 260, 259, 248, 247, 246, 243, 242 and 241 on the southeast and extending across lot 1524 and along the centre line of Poulin highway; the said centre line of the said highway to the northwest side of Sainte-Geneviève highway before widening; the said northwest side of the said Sainte-Geneviève highway and its extension across lot 1524; the northwest line of lot 269 to the southwest line of lot 521; part of the southwest line of lot 521; the southwest line of lots 517 and 516 and its extension across Saint-Claude highway; the southwest line of lots 515, 514, and 513 extended across lot 1524 and the southwest line of lots 457 and 456 to the northwest line of said lot 456; the northwest line of said lot 456 and its extension to the northeast side of lot 1524; the said northeast side of said lot 1524 southeasterly to the north line of lot 458; the north line of lots 458, 459, 460, 461, 462, 464, 465, 465-A and 466 to 471 inclusive and its extension to the northeast side of Cook street; the said northeast side of the said street southeasterly along the northeast line of lot 474 and the northeast side of l'Ormière highway to the northwest line of lot 593; the northwest line of lots 593, 608 and 607, the last extended to the centre line of the Saint-Charles river; the said centre line of the river skirting the islands nearer the right bank on the left and the islands nearer the left bank on the right upstream to the extension of the southeast line of lot 1043; the said extension and the said southeast line of said lot 1043; the west side of Saint-Jacques highway (east line of lot 1043) northerly to its intersection with a straight line roughly parallel to the southeast side of Saint-Antoine street and 570 feet from it; the said straight line across Saint-Jacques highway and lots 1046 to 1049 inclusive, 1053, 1054 and 1055 to the southwest line of lot 1106;

contournant par la droite les îles les plus rapprochées de la rive droite et par la gauche les îles les plus rapprochées de la rive gauche, en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du lot 1043; ledit prolongement et ladite ligne sud-est dudit lot 1043; le côté ouest de la route Saint-Jacques (ligne est du lot 1043) en allant vers le nord jusqu'à sa rencontre avec une ligne droite approximativement parallèle au côté sud-est de la rue Saint-Antoine et à 570 pieds dudit côté; ladite ligne droite traversant la route Saint-Jacques et les lots 1046 à 1049 inclusivement, 1053, 1054 et 1055 jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 1106; partie de ladite ligne sud-ouest du lot 1106 et son prolongement vers le nord-ouest à travers le boulevard Bastien et dans l'ancien côté sud-ouest de la route Pageau avant son élargissement jusqu'au côté sud-est de la route Saint-Barthélemy, cette ligne traversant l'emprise du chemin de fer du Canadien National (lot cadastral 1525) et le chemin Saint-Émile; partie dudit côté sud-est de la route Saint-Barthélemy en allant vers le sud-ouest et se prolongeant dans la ligne sud-est des lots 1001, 1000, 999, 998 et 997 jusqu'à la ligne sud-ouest dudit lot 997; la ligne sud-ouest des lots 997 et 996, la dernière prolongée jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saint-Charles; ladite ligne médiane de la rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 1027-20; ledit prolongement en allant vers le sud-est jusqu'à la rive gauche de la rivière Saint-Charles; ladite rive gauche de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement à travers la susdite rivière du côté sud-est de la rue LaRue; ledit prolongement vers le nord-est à travers le lot 1029 jusqu'à la ligne nord-est dudit lot 1029 étant la ligne séparative entre ce lot et le lot 1027-23; ladite ligne nord-est du lot 1029 et une ligne joignant le sommet de l'angle sud du lot 1027-23 à un point situé sur la ligne sud-est du lot 1032-2 à une distance de sept cent quatre-vingt-deux pieds (782 pi.) du lot 1032-1 (rue projetée) mesurée sur ladite limite sud-est du lot 1032-2; de là, vers le nord-est, une distance de quatre cent dix-sept pieds (417 pi.) mesurée sur la ligne sud-est du

part of the said southwest line of lot 1106 and its extension northwesterly across Bastien boulevard along the former southwest side of Pageau highway before widening to the southeast side of Saint-Barthélemy highway, crossing the Canadian National right of way (cadastral lot 1525) and Saint-Émile road; part of the said southeast side of Saint-Barthélemy highway southwesterly extended along the southeast line of lots 1001, 1000, 999, 998 and 997 to the southwest line of said lot 997; the southwest line of lots 997 and 996, the latter extended to the centre line of the Saint-Charles river; the said centre line of the river downstream to the extension of the northeast line of lot 1027-20; the said extension southeasterly to the left bank of the Saint-Charles River; the said left bank of the said river downstream to the extension across it of the southeast side of LaRue street; the said extension northeasterly across lot 1029 to the northeast line of said lot 1029 being the dividing line between that lot and lot 1027-23; the said northeast line of lot 1029 and a line from the apex of the south corner of lot 1027-23 to a point on the southeast line of lot 1032-2 seven hundred and eighty-two feet (782 ft) from lot 1032-1 (proposed street) measured along the said southeast boundary of lot 1032-2; thence northeasterly four hundred and seventeen feet (417 ft) along the southeast line of lot 1032-2; thence southeasterly across a part of lot 1033-56, five hundred and fifty feet (550 ft) along a line parallel to the southwest line of lot 1033-55 (street); thence northeasterly across a part of lot 1033-56, two hundred and fifty feet (250 ft) along a line parallel to the southeast line of the above mentioned lot 1032-2; thence southeasterly across a part of lot 1033-56, one hundred and eighty feet (180 ft) along a line parallel to the southwest line of lot 1033-55 (street); thence northeasterly across a part of lot 1033-56, one hundred and fifteen feet (115 ft) along a line parallel to the southeast line of lot 1032-2 to the southwest line of lot 1033-55 (street); thence southeasterly one hundred feet (100 ft) along the said southeast line of lot 1033-55 (street); thence southwesterly across a part of lot 1033-56 one hundred and fifteen feet (115 ft) along a line parallel

lot 1032-2; de là, vers le sud-est sur une partie du lot 1033-56, une distance de cinq cent cinquante pieds (550 pi.) mesurée sur une ligne parallèle à la ligne sud-ouest du lot 1033-55 (rue); de là, vers le nord-est sur une partie du lot 1033-56, une distance de deux cent cinquante pieds (250 pi.) mesurée sur une ligne parallèle à la ligne sud-est du susdit lot 1032-2; de là, vers le sud-est sur une partie du lot 1033-56, une distance de cent quatre-vingts pieds (180 pi.) mesurée sur une ligne parallèle à la ligne sud-ouest du lot 1033-55 (rue); de là, vers le nord-est sur une partie du lot 1033-56, une distance de cent quinze pieds (115 pi.) mesurée sur une ligne parallèle à la ligne sud-est du lot 1032-2 jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 1033-55 (rue); de là, vers le sud-est une distance de cent pieds (100 pi.) mesurée sur ladite ligne sud-ouest du lot 1033-55 (rue); de là vers le sud-ouest sur une partie du lot 1033-56, une distance de cent quinze pieds (115 pi.) mesurée sur une ligne parallèle à la ligne sud-est du lot 1032-2; de là, vers le sud-est une ligne parallèle à la ligne sud-ouest des lots 1033-55 et 1033-89 (rue projetée) jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 1033-54-2, ces deux lignes se raccordant entre elles par une ligne droite à travers le lot 1526; la ligne nord-ouest d'une partie du lot 1033-54-2 et du lot 1033-54-3, la ligne sud-ouest du lot 1033-54-3; le prolongement vers le sud-ouest de la ligne nord-ouest du lot 1033-54-4; la ligne sud du lot 1033-54 et son prolongement à travers le lot 1526 et une partie de la ligne sud du lot 1033-56, soit jusqu'au prolongement à travers le lot 1033-2 de la ligne sud du lot 1033-57; ledit prolongement et ladite ligne sud du lot 1033-57; la ligne sud-est du lot 1034-B et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saint-Charles; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours jusqu'à sa rencontre avec la ligne médiane du ruisseau du Grand Désert; la ligne médiane dudit ruisseau en remontant son cours jusqu'à une ligne perpendiculaire à la rive gauche du susdit ruisseau à l'endroit du coin sud-est du lot 764-1; ladite ligne perpendiculaire et la ligne nord-est du lot 764-1; le côté sud-est de la rue LaRue et son prolongement à travers la route de Valcar-

to the southeast line of lot 1032-2; thence southeasterly a line parallel to the southwest line of lots 1033-55 and 1033-89 (proposed street) to the northwest line of lot 1033-54-2, such two lines being connected by a straight line across lot 1526; the northwest line of a part of lot 1033-54-2 and of lot 1033-54-3; the southwest line of lot 1033-54-3; the southwesterly extension of the northwest line of lot 1033-54-4; the south line of lot 1033-54 and its extension across lot 1526 and part of the south line of lot 1033-56, namely to the extension across lot 1033-2 of the south line of lot 1033-57; the said extension and the said south line of lot 1033-57; the southeast line of lot 1034-B and its extension to the centre line of the Saint-Charles river; the centre line of the said river upstream to the centre line of Grand Désert brook; the centre line of the said brook upstream to a line perpendicular to the left bank of the said brook in the area of the southeast corner of lot 764-1; the said perpendicular line and the northeast line of lot 764-1; the southeast side of LaRue street and its extension across the Valcartier highway; the southeast line of lots 766 and 775 and its extension across the Canadian National railway right of way (lot 1525) to the extension of the southwest side of du Vallon highway; the said extension and the said southwest side of the said highway across the Canadian National railway right of way (lot 1525) to the southeast line of lot 777; the said southeast line of lot 777 to the southwest line of said lot 777; the said southwest line of lots 777, 781, 782, 785, 786, 789, 790, 794, 795, 798, 799, 801, 802, 803, 806, 807, 810, 811, 814, 815, 818, 819, 821, 822, 823, 826, 827, 830, 831, 834, 835, 839, 840, 844, 845, 848, 849, 852, 853, 854, 857, 858, 861, 862, 866, 868, 869, 870, 874 to 882 inclusive and 885 to 888 inclusive, the northwest line of lot 888, the northeast line of said lot 888 and its extension to the northeast side of the Valcartier highway; the said northeast side of the said highway southeasterly to the northeast line of lot 887; the northeast line of said lot 887 across a river and along the northeast line of lots 886, 885, 884, 872, 871, 867, 865, 864, 863, 860, 859, 856, 855, 851, 850, 847, 846, 843, 842, 841, 838, 837, 836, 833, 832, 829, 825, 824, 820,

tier; la ligne sud-est des lots 766 et 775 et son prolongement à travers l'emprise du chemin de fer du Canadien National (lot 1525) jusqu'au prolongement du côté sud-ouest de la route du Vallon; ledit prolongement et ledit côté sud-ouest de ladite route traversant l'emprise du chemin de fer du Canadien National (lot 1525) et se continuant jusqu'à la ligne sud-est du lot 777; ladite ligne sud-est du lot 777 jusqu'à la ligne sud-ouest dudit lot 777; la ligne sud-ouest des lots 777, 781, 782, 785, 786, 789, 790, 794, 795, 798, 799, 801, 802, 803, 806, 807, 810, 811, 814, 815, 818, 819, 821, 822, 823, 826, 827, 830, 831, 834, 835, 839, 840, 844, 845, 848, 849, 852, 853, 854, 857, 858, 861, 862, 866, 868, 869, 870, 874 à 882 inclusivement, 885 à 888 inclusivement, la ligne nord-ouest du lot 888, la ligne nord-est dudit lot 888 et son prolongement jusqu'au côté nord-est de la route de Valcartier; ledit côté nord-est de ladite route en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne nord-est du lot 887; la ligne nord-est dudit lot 887 traversant une rivière et se continuant dans la ligne nord-est des lots 886, 885, 884, 872, 871, 867, 865, 864, 863, 860, 859, 856, 855, 851, 850, 847, 846, 843, 842, 841, 838, 837, 836, 833, 832, 829, 825, 824, 820, 817, 813, 812, 809, 808, 805, 804, 797, 796, 793, 792, 791, 788, 787, 784, 783, 780 et 779; la ligne sud-est du lot 779; le côté nord-est de la route de Valcartier en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 982; la ligne nord-ouest des lots 982 et 983, la dernière prolongée jusqu'au côté nord-est de la route Pageau avant élargissement; ledit côté nord-est de ladite route en allant vers le sud-est jusqu'à un point au sud-est du chemin St-Émile à une distance de un (1) arpent à partir du côté sud-est dudit chemin et mesurée le long de ladite route; une ligne parallèle audit chemin St-Émile à ladite distance de un (1) arpent traversant les lots 1174, 1172, en rétrogradant jusqu'à 1167 inclusivement; partie de la ligne nord-est dudit lot 1167 en allant vers le sud-est jusqu'au prolongement vers le sud-ouest de la ligne nord-ouest du lot 1161; ledit prolongement à travers les lots 1165, 1164, 1163, 1162 et ladite ligne nord-ouest dudit lot 1161; partie de la ligne nord-est du susdit

817, 813, 812, 809, 808, 805, 804, 797, 796, 793, 792, 791, 788, 787, 784, 783, 780 and 779; the southeast line of lot 779; the northeast side of the Valcartier highway southeasterly to the northwest line of lot 982; the northwest line of lots 982 and 983, the latter extended to the northeast side of Pageau highway before widening; the said northeast side of the said highway southeasterly to a point southeast of the St-Émile road one (1) arpent from the southeast side of the said road, measured along the said road; a line parallel to said St-Émile road at the said distance of one (1) arpent from it across lots 1174 and 1172, returning to lot 1167 inclusive; part of the northeast line of said lot 1167 southeasterly to the extension southwesterly of the northwest line of lot 1161; the said extension across lots 1165, 1164, 1163 and 1162 and the said northwest line of said lot 1161; part of the northeast line of said lot 1161 to the north side of the Canadian National railway right of way (lot 1525); the said north side of the said right of way eastward to the northwest line of lot 1126; the northwest line of lots 1126 to 1138 inclusive, the last extended to the centre line of the Duberger river.

lot 1161 jusqu'au côté nord de l'emprise du chemin de fer du Canadien National (lot 1525); ledit côté nord de ladite emprise en allant vers l'est jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 1126; la ligne nord-ouest des lots 1126 à 1138 inclusivement, la dernière prolongée jusqu'à la ligne médiane de la rivière Duberger.

Ladite ligne médiane de ladite rivière, contournant par la gauche les îles les plus rapprochées de la rive droite et par la droite les îles les plus rapprochées de la rive gauche en descendant son cours jusqu'à son intersection avec la ligne nord-ouest du lot 2407-A du cadastre officiel de la paroisse St-Sauveur; puis, en référence à ce dernier cadastre, en allant vers le nord-est en suivant les lignes nord-ouest d'une partie du lot 2407-A, et des lots 2407, 2408, 2411, 2412, 2415 et 2416; les lignes nord-est des lots 2416 et 2417, la dernière prolongée jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saint-Charles; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au côté sud-ouest du pont Scott; le côté sud-ouest dudit pont jusqu'à la ligne des hautes marées sur la rive gauche de la rivière Saint-Charles; ladite ligne des hautes marées puis la ligne sud-ouest de l'emprise de l'aqueduc de la Ville de Québec traversant le lot 2432 jusqu'au côté sud-est du boulevard Wilfrid-Hamel; ledit côté sud-est du boulevard Wilfrid-Hamel jusqu'au prolongement du côté sud-ouest de la rue Soumande; ledit prolongement et ledit côté sud-ouest de la rue Soumande; la ligne sud-ouest et nord-ouest du lot 4 du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame des Anges et son prolongement à travers un ancien chemin maintenant incorporé dans l'emprise du boulevard Laurentien; puis, en référence au cadastre officiel de la paroisse de St-Roch Nord, la ligne sud-ouest des lots 419, 420 et 425 le long dudit chemin; la ligne nord-ouest des lots 425 et 426; puis traversant la 1ère Avenue (chemin de Charlesbourg), en référence au cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, la ligne nord-ouest du lot 717 étant aussi en partie le côté nord-ouest de la rue de la Sapinière-Dorion; la ligne nord-ouest du lot 717-A et son prolongement à travers l'emprise du chemin de fer du Canadien National

The said centre line of the said river, skirting the islands nearer the right bank on the left and the islands nearer the left bank on the right downstream to its intersection with the northwest line of lot 2407-A of the official cadastre of St-Sauveur parish; then, with reference to that cadastre, northeasterly along the northwest lines of a part of lot 2407-A and of lots 2407, 2408, 2411, 2412, 2415 and 2416; the northeast lines of lots 2416 and 2417, the latter extended to the centre line of the Saint-Charles river; the centre line of the said river downstream to the southeast side of Scott bridge; the southwest side of the said bridge to the high water mark on the left bank of the Saint-Charles river; the said high water mark and the southwest line of the right of way of the aqueduct of the City of Québec across lot 2432 to the southeast side of Wilfrid Hamel boulevard; the said southeast side of Wilfrid Hamel boulevard to the extension of the southwest side of Soumande street; the said extension and the said southwest side of Soumande street; the southwest line and the northwest line of lot 4 of the official cadastre of Notre-Dame des Anges parish and its extension across a former road now incorporated with the right of way of Laurentien boulevard; then, with reference to the official cadastre of St-Roch Nord parish, the southwest line of lots 419, 420 and 425 along the said road; the northwest line of lots 425 and 426; then across 1st avenue (the Charlesbourg road), with reference to the official cadastre of Charlesbourg parish, the northwest line of lot 717, being also partly the northeast side of Sapinière-Dorion street; the northwest line of lot 717-A and its extension across the Canadian National railway right of way (lot 595); the said northwest line of lot 717-1 across Henri Bourassa boulevard, the northwest line of lot 581 of the official cadastre of St-Roch Nord parish; part of the southwest

(lot 595); la ligne nord-ouest du lot 717-1 traversant le boulevard Henri-Bourassa, la ligne nord-ouest du lot 581 du cadastre officiel de la paroisse de St-Roch Nord; une partie de la ligne sud-ouest du lot 584 dudit cadastre étant le côté sud-ouest de la partie nord de l'avenue Vitré et une partie de la ligne nord-ouest dudit lot 584 jusqu'à son intersection avec la ligne sud-ouest du lot 729 du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg puis, en référence à ce dernier cadastre, le long de la voie de service du boulevard de la Capitale, une partie de la ligne sud-ouest du lot 729, mesurant quatre cent cinquante-quatre pieds (454 pi.) de longueur et une ligne de direction ouest ayant une longueur de deux cent cinquante pieds (250 pi.) et traversant le lot 728-A et une partie du lot 728 jusqu'au côté sud-est de l'emprise du boulevard de la Capitale avant élargissement; ledit côté sud-est du boulevard de la Capitale jusqu'à la ligne nord-est du lot 734 et de là vers le sud-est en suivant la ligne nord-est du lot 734 sur une longueur de quatre cent soixante-huit pieds (468 pi.); puis, en référence au cadastre officiel de la paroisse de St-Roch Nord, le côté nord-est de l'avenue Monseigneur-Gosselin (lots 625-27, 585-497 et 585-129); le côté nord d'une partie de la rue Desroches (lot 589-C) et le côté nord-ouest du chemin de la Canardière jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 737 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport; de là, vers le sud-est en suivant ledit prolongement à travers le chemin de la Canardière ainsi que la ligne nord-est du lot 737, ladite ligne traversant le boulevard Ste-Anne puis l'emprise du chemin de fer du Canadien National (lot 1507) jusqu'à la ligne des hautes marées étant la ligne sud-est dudit lot 737; ladite ligne sud-est du lot 737 et la ligne sud-ouest du lot 58 du susdit cadastre jusqu'au point de départ.

Contenant en superficie vingt-neuf milles carrés (29.0 milles carrés). »]

3. L'article 15a de ladite loi, édicté par l'article 5 du chapitre 68 des lois de 1970, est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

« La ville paie à la veuve du maire une pension annuelle égale à cinquante pour

line of lot 584 of the said cadastre, being the southwest side of the northern section of Vitré avenue and a part of the northwest line of said lot 584 to its intersection with the southwest line of lot 729 of the official cadastre of Charlesbourg parish; then, with reference to that cadastre, along the service road of de la Capitale boulevard, part of the southwest line of lot 729 four hundred and fifty-four feet (454 ft) long and a westerly line two hundred and fifty feet (250 ft) long across lot 728-A and part of lot 728 to the southeast side of the right of way of de la Capitale boulevard before widening; the said southeast side of de la Capitale boulevard to the northeast line of lot 734, whence southeasterly along the northeast line of lot 734 for four hundred and sixty-eight feet (468 ft); then, with reference to the official cadastre of St-Roch Nord parish, the northeast side of Monseigneur-Gosselin avenue (lots 625-27, 585-497 and 585-129); the north side of part of Desroches street (lot 589-C) and the northwest side of de la Canardière road to the extension of the northeast line of lot 737 of the official cadastre of Beauport parish; thence, southeasterly along the said extension across de la Canardière road and along the northeast line of lot 737 across Ste-Anne boulevard and the Canadian National railway right of way (lot 1507) to the high water mark, being the southeast line of lot 737; the said southeast line of lot 737 and the southwest line of lot 58 of that cadastre to the starting point.

Containing a total area of twenty-nine square miles (29.0 square miles). »]

3. Section 15a of the said act, enacted by section 5 of chapter 68 of the statutes of 1970, is amended by adding the following paragraph:

["The city shall pay to the widow of the mayor an annual pension equal to fifty

cent de la pension qu'il recevait. La pension ainsi accordée est payable d'avance par versements mensuels et égaux, le premier de chaque mois et elle est incessible et insaisissable. »]

4. L'article 15*b* de ladite loi, édicté par l'article 5 du chapitre 68 des lois de 1970, est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

[« La ville paie à la veuve d'un membre du conseil une pension annuelle égale à cinquante pour cent de la pension qu'il recevait. La pension ainsi accordée est payable d'avance par versements mensuels et égaux, le premier de chaque mois et elle est incessible et insaisissable. »]

5. Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 15*b* le suivant:

[« **15*c*.** Si les personnes visées à l'article 15*b* ont été membres du comité exécutif pendant au moins deux termes complets, ils ont droit en plus à une pension égale à cinquante pour cent de l'indemnité qu'ils reçoivent à titre de membre du comité exécutif et, dans ce cas, l'article 15*b* s'applique *mutatis mutandis*. »]

6. Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 18 le suivant:

[« **18*a*.** Tout employé de la ville qui, au cours d'une élection municipale, donne sa démission aux fins de s'y porter candidat, a droit, dans les huit jours qui suivent le jour où un autre est proclamé élu, de reprendre son poste, et il est alors considéré comme ayant été en congé sans salaire dans l'intervalle. »]

7. L'article 35 de ladite loi, remplacé par l'article 10 du chapitre 81 des lois de 1965 (1^{re} session), est de nouveau remplacé par le suivant:

« **35. 1.** Les personnes suivantes âgées de dix-huit ans révolus, citoyens canadiens, qui ne sont frappées d'aucune incapacité légale, ni autrement privées de leur droit de vote en vertu de la présente charte, sont électeurs et sont inscrits sur la liste des électeurs, savoir:

per cent of the pension he was receiving. The pension so granted shall be payable in advance in monthly and equal payments on the first of each month and shall be inalienable and unseizable."']

4. Section 15*b* of the said act, enacted by section 5 of chapter 68 of the statutes of 1970, is amended by adding the following paragraph:

["The city shall pay to the widow of a member of the Council a pension equal to fifty per cent of the pension he was receiving. The pension so granted is payable in advance in monthly and equal instalments on the first of each month, and it shall be inalienable and unseizable."']

5. The said act is amended by adding after section 15*b* the following:

["**15*c*.** If the persons contemplated in section 15*b* have been members of the executive committee for at least two full terms, they are also entitled to a pension equal to fifty per cent of the salaries they received as members of the executive committee and in that case section 15*b* applies *mutatis mutandis*."]'

6. The said act is amended by adding after section 18 the following:

["**18*a*.** Every employee of the city who during a municipal election resigns to be a candidate in the election is entitled within eight days after that on which another person is declared elected to resume his employment and he shall then be considered to have been on vacation without pay in the intervening period."']

7. Section 35 of the said act, replaced by section 10 of chapter 81 of the statutes of 1965 (1st session), is again replaced by the following:

« **35. (1)** The following persons, if of the full age of eighteen years, Canadian citizens, not legally disqualified or otherwise deprived of their right to vote under this charter, shall be electors and shall be entered on the electoral list, to wit:

a) toute personne domiciliée dans la ville depuis au moins un an avant [la date fixée pour l'énumération];

b) de plus, toute personne non domiciliée dans la ville au sens du sous-paragraphe a mais dont le nom est inscrit sur le rôle d'évaluation en vigueur comme propriétaire de bonne foi de biens-fonds dans la ville d'une valeur d'au moins \$1,000;

c) dans le cas où ces biens-fonds sont possédés à titre d'usufruit, seul le nom de l'usufruitier est inscrit sur la liste des électeurs;

d) en outre, toute personne non éligible à voter en vertu des sous-paragraphe a et b, mais dont le nom est inscrit sur le rôle d'évaluation ou de perception en vigueur comme locataire [ou co-locataire] d'un magasin, d'un comptoir, d'une boutique, d'un bureau ou d'une place d'affaires dans la ville, pourvu que tel magasin, comptoir, boutique, bureau ou place d'affaires soit estimé à une valeur locative annuelle d'au moins \$600 suivant le rôle d'évaluation ou de perception.

Cependant, les héritiers, co-propriétaires, usufruitiers [, locataires ou co-locataires] d'un immeuble quelconque dans la ville et mentionnés aux sous-paragraphe b [, c et d] [] peuvent voter lors d'une élection générale par l'entremise d'un représentant nommé par la majorité d'entre eux; une procuration à cette fin doit être déposée au bureau [du greffier de la ville] au plus tard le [quinze septembre] de l'année où sera tenue une élection; à la procuration doit être annexée une déclaration sous serment attestant l'authenticité des signatures; [le greffier de la ville] inscrit sommairement sur la liste des électeurs les nom et adresse desdits héritiers, co-propriétaires, usufruitiers, locataires et co-locataires, ainsi que les nom, adresse et occupation exacts de leur représentant après que les formalités ci-dessus ont été remplies;

e) les compagnies à fonds social sont aussi électeurs et inscrites sur la liste électorale, si elles sont propriétaires d'un immeuble dont la valeur inscrite au rôle d'évaluation est d'au moins \$1,000 ou si elles sont inscrites sur le rôle d'évaluation ou de perception en vigueur comme locataires d'un magasin, d'un comptoir, d'une boutique, d'un bureau ou d'une

(a) every person domiciled in the city for at least one year before [the date fixed for the enumeration];

(b) also, every person not domiciled in the city within the meaning of the preceding paragraph but whose name is entered on the valuation roll in force as *bona fide* owner of immovable property in the city of a value of at least \$1,000;

(c) in cases where such immovable property is held in usufruct, the name of the usufructuary only shall be entered on the electoral list;

(d) also, every person not qualified to vote under paragraphs a and b above, but whose name is entered on the valuation or collection roll in force as the tenant [or co-tenant] of a store, counting-house, shop, office or place of business in the city, provided that such store, counting-house, shop, office or place of business is assessed at an annual rental value of at least \$600 according to the valuation or collection roll.

Nevertheless, the heirs or joint owners, usufructuaries [, tenants or co-tenants] of any immovable in the city who are mentioned in paragraphs b [c and d] [], may vote at a general election through a representative appointed by the majority of them; a power of attorney for such purpose must be filed in the office of the [city clerk] on or before the [15th of September] in the year in which an election is to be held; there shall be annexed to the power of attorney an affidavit attesting the authenticity of the signatures; the [city clerk] shall summarily enter on the electoral list the names and addresses of such heirs, joint owners, usufructuaries, tenants and joint tenants, and the correct names, addresses and occupations of their representatives after the foregoing formalities have been fulfilled;

(e) joint-stock companies shall also be electors and shall be entered on the list of electors, if they are owners of an immovable the value of which as entered on the valuation roll is at least \$1,000, or if they are entered on the valuation roll or collection roll in force as lessees of a store, counting-house, shop, office or place of business in the city, the annual value of

place d'affaires dans la ville, dont la valeur annuelle est d'au moins \$600 suivant le rôle d'évaluation ou de perception, le tout subordonné aux prescriptions de l'article 38 de la charte, *mutatis mutandis*;

f) en outre, pour les fins du cens électoral, les associations, les sociétés commerciales, les syndicats et les coopératives sont assimilés à des compagnies à fonds social et peuvent être inscrits sur la liste électorale aux mêmes conditions que celles-ci.

2. Pour les fins du présent article, le domicile désigne le lieu où une personne a son principal établissement; elle le conserve malgré des absences temporaires.

a) Le changement de domicile s'opère par le fait d'une habitation réelle dans un autre lieu, joint à l'intention d'y faire sa principale demeure. La preuve de cette intention résulte des déclarations de la personne et des circonstances.

Celui qui a depuis plus d'un an quitté sa principale demeure en la ville est présumé avoir changé de domicile.

b) Lorsqu'une personne quitte son domicile pour aller travailler dans une autre localité où elle réside, elle y établit son domicile.

c) Celui qui s'absente de son domicile pour remplir une fonction publique temporaire conserve son domicile, s'il ne manifeste pas d'intention contraire.

d) La femme non séparée de corps n'a pas d'autre domicile que celui de son mari; cependant, s'il y a séparation de fait et habitation distincte, elle a son domicile au lieu où elle habite.

e) L'électeur qui est en service ou travaille habituellement chez une autre personne et demeure avec elle a le même domicile que celle-ci.

f) L'enfant qui s'absente de la demeure de son père ou de sa mère avec le consentement de l'un ou de l'autre, pour suivre un cours d'étude ou d'apprentissage, conserve son domicile chez son père ou chez sa mère selon le cas.

g) Le changement de domicile survenu après le [premier jour fixé pour l'énumération] ne prive pas une personne de son droit de vote, à moins qu'elle n'ait établi son domicile hors de la ville.

which is at least \$600 according to the valuation or collection roll, the whole subject to the requirements of section 38 of the charter, *mutatis mutandis*;

(f) moreover, for the purposes of electoral qualification, associations, commercial firms, syndicates and cooperatives shall be assimilated to joint-stock companies and may be entered on the electoral list on the same conditions as such companies.

(2) For the purposes of this section, domicile means the place where a person has his principal establishment; he retains it notwithstanding temporary absences.

(a) Change of domicile is effected by actual residence in another place, coupled with the intention of the person to make it the seat of his principal establishment. The proof of such intention shall result from the declarations of the person and from the circumstances of the case.

A person who has left his principal abode in the city for more than one year is presumed to have changed his domicile.

(b) When a person leaves his domicile to work in another locality where he resides, he establishes his domicile there.

(c) A person who leaves his domicile to hold a temporary public office retains his domicile, unless he manifests a contrary intention.

(d) A married woman not separated from bed and board has no other domicile than that of her husband; but if there is a *de facto* separation and separate residence, her domicile is in the place where she lives.

(e) An elector who serves or works continuously for another and resides with him has the same domicile as the latter.

(f) A child who leaves the residence of his father or mother with the consent of either, to follow a course of study or apprenticeship, retains his domicile with his father or mother, as the case may be.

(g) A change of domicile occurring after [the first day fixed for the enumeration] does not deprive a person of the right to vote, unless he has established his domicile outside the city.

h) Le fait de laisser son principal établissement avec l'intention d'y revenir, pour habiter temporairement un autre lieu, n'entraîne pas l'établissement du domicile dans ce lieu. »

8. L'article 38 de ladite loi, remplacé par l'article 14 du chapitre 81 des lois de 1965 (1^{re} session), est de nouveau remplacé par le suivant :

« **38.** Les compagnies ou corporations à fonds social, les associations, les sociétés commerciales, les syndicats et les coopératives, peuvent, s'ils ont le cens électoral déterminé à l'article 35, [] être inscrits sur la liste des électeurs municipaux et voter à l'élection du maire et des conseillers par l'entremise d'un représentant autorisé à cet effet par une résolution du conseil d'administration, copie de laquelle résolution doit être produite au bureau [du greffier] de la ville au plus tard le [quinze septembre] de chaque année où il y a une élection générale [], et ils peuvent exercer ce droit pourvu que ce représentant soit, au temps de la votation, citoyen canadien, âgé d'au moins dix-huit ans, membre, administrateur, procureur ou employé de ladite compagnie ou corporation, association ou coopérative ou dudit syndicat. []

[Le greffier de la ville] inscrit sur la liste des électeurs les nom et adresse des compagnies ou corporations, associations, sociétés commerciales, syndicats ou coopératives susdits ainsi que les nom, adresse et occupation de leur représentant, après que les formalités ci-dessus ont été remplies.

Le greffier de la ville fait publier dans un journal français et dans un journal anglais de la ville un avis public aux compagnies ou corporations, associations, sociétés commerciales, associations ou coopératives visés par le présent article, au plus tard le quinze [août] de chaque année où il y a une élection générale []. »

9. L'article 38*a* de ladite loi, édicté par l'article 9 du chapitre 51 des lois de 1954/1955, est remplacé par le suivant :

(h) The fact of leaving one's principal establishment, with the intention of returning there, to reside temporarily in another place, does not effect the establishment of domicile in such place."

8. Section 38 of the said act, replaced by section 14 of chapter 81 of the statutes of 1965 (1st session), is again replaced by the following :

"**38.** Joint-stock companies or corporations, associations, commercial firms, syndicates and cooperatives may, if they have the right to vote under section 35, [] be entered on the list of municipal electors and vote at the election of the mayor and councillors through a representative authorized to that effect by a resolution of the board of directors a copy whereof shall be filed in the office of the city [clerk] on or before the [fifteenth of September] of every year when a general election is held [], and they may exercise this right provided such representative be, at the time of voting, a Canadian citizen, at least eighteen years of age and a member, director, attorney or employee of the said company or corporation, association, syndicate or cooperative. []

The [city clerk] shall enter on the list of electors the names and addresses of the said companies or corporations, associations, commercial firms, syndicates and cooperatives and the names, addresses and occupations of their representatives, after the above formalities have been duly complied with.

The city clerk shall cause to be published in a French newspaper and in an English newspaper of the city a public notice, to the companies or corporations, associations, commercial firms, syndicates or cooperatives affected by this section, on or before the fifteenth of [August] of every year in which there is a general election []."

9. Section 38*a* of the said act, enacted by section 9 of chapter 51 of the statutes of 1954/1955, is replaced by the following :

« **38a.** Le greffier de la ville doit le jour du scrutin, donner, sur certificat du [commissaire à l'évaluation de la Communauté urbaine de Québec], le droit de vote à l'électeur dont le nom a été par erreur omis de la liste électorale bien qu'il apparaisse sur le rôle d'évaluation ou sur le rôle de perception requis par la loi. Cet électeur ne peut exercer tel droit de vote que s'il prête devant le président du bureau de votation serment qu'il ne l'a pas déjà exercé et qu'il a le cens électoral voulu. »

10. L'article 40 de ladite loi, remplacé par l'article 15 du chapitre 81 des lois de 1965 (1^{re} session), est de nouveau remplacé par le suivant:

« **40.** Chaque année où une élection générale a lieu, [le greffier de la ville, aidé par des énumérateurs nommés par lui à cette fin, doit préparer une liste des électeurs du mardi de la sixième semaine précédant celle du scrutin et la terminer le plus tard le vendredi de la même semaine.] Cette liste doit contenir les noms de tous les électeurs habiles à voter d'après les articles 35 et 38.

L'électeur ne peut exercer son droit de vote qu'une fois pour l'élection du maire et une fois pour l'élection de chacun des conseillers du seul district où il a droit de voter.

Le droit de vote doit s'exercer dans le district du domicile de l'électeur, s'il est domicilié dans la ville.

Si l'électeur est domicilié en dehors de la ville, ce droit s'exerce dans le district où il est propriétaire ou locataire de l'immeuble qui le qualifie. S'il est propriétaire ou locataire de plusieurs immeubles situés dans plus d'un district, il doit voter dans le district où il possède l'immeuble ayant la plus haute valeur inscrite au rôle d'évaluation ou dans le district où il paie le loyer le plus élevé suivant le rôle d'évaluation.

Le [greffier], en faisant ladite liste des électeurs pour chacun des districts de la ville, subdivise chaque district en autant d'arrondissements devant contenir les noms d'environ ([trois] cents électeurs. []

“**38a.** On the certificate of the [valuation commissioner of the Québec Urban Community], the city clerk, on the polling day, shall grant the right to vote to any elector whose name was omitted by error from the electoral list though entered on the valuation roll or the tax collection roll and who is legally qualified to vote. Such elector may exercise such voting right only if he makes oath, before the deputy returning-officer, that he is qualified to vote and has not yet voted.”

10. Section 40 of the said act, replaced by section 15 of chapter 81 of the statutes of 1965 (1st session), is again replaced by the following:

“**40.** Each year in which a general election is held, [the city clerk, assisted by the enumerators he appoints for that purpose, shall prepare a list of the electors between Tuesday of the sixth week preceding that of the poll and Friday of the same week at the latest.] Such list shall contain the names of all the electors qualified to vote according to sections 35 and 38.

An elector may exercise his right to vote once only for the election of the mayor and once only for the election of each of the councillors in the district only in which he is entitled to vote.

The right to vote shall be exercised in the district of the elector's domicile, if he is domiciled in the city.

If the elector is domiciled outside the city, such right shall be exercised in the district where he is the owner or tenant of the immovable which qualifies him. If he is the owner or tenant of several immovables situated in more than one district, he shall vote in the district in which he holds the immovable having the highest value entered on the valuation roll or in the district where he pays the highest rental according to the valuation roll.

In preparing such list of electors for each district of the city, the [clerk] shall subdivide each district into as many polling districts as necessary, each containing the names of about [three] hundred electors. []

[On doit] inscrire un numéro consécutif après le nom de chaque électeur inscrit sur la liste de chaque arrondissement.

Entre le premier [août] et le [quinze] septembre, le greffier de la ville publie, au moins une fois par semaine, un avis public invitant les électeurs [visés aux sous-paragraphes *d* et *e* du paragraphe 1 de l'article 35] à venir [à son bureau durant les heures ouvrables] afin de vérifier [] l'inscription de leur nom [] sur les listes électorales en préparation.

[Le service d'évaluation de la Communauté urbaine de Québec doit fournir au greffier de la ville toute information nécessaire à la confection des listes électorales.] »

11. L'article 41 de ladite loi, remplacé par l'article 9 du chapitre 102 des lois de 1937, est de nouveau remplacé par le suivant:

« **41.** [] Si, au moment de la confection de la liste électorale, le [greffier] est informé par [le commissaire à l'évaluation de la Communauté urbaine de Québec] que certaines personnes ne sont plus en possession à titre de propriétaires d'immeubles leur donnant le cens électoral, (il doit alors) inscrire sur la liste des électeurs les noms des nouveaux propriétaires substituant ces noms aux lieu et place des anciens propriétaires, pourvu qu'ils possèdent le cens électoral requis par la loi. »

12. L'article 42 de ladite loi, remplacé par l'article 3 du chapitre 86 des lois de 1969, est de nouveau remplacé par le suivant:

« **42.** [Le greffier doit attester sous serment que les listes électorales de la ville sont exactes au meilleur de sa connaissance. Les énumérateurs prêtent le même serment à l'égard de toute partie de la liste à la préparation de laquelle ils ont participé. Elles sont ensuite imprimées et déposées à son bureau] ainsi qu'au bureau du directeur de district pour les arrondissements de ce district; [le greffier] donne avis public, une fois par semaine, dans au moins un journal français et un

[A consecutive number must be entered after the name of each elector entered on the list of each polling district.

Between the first of [August] and the [fifteenth] of September, the clerk of the city shall publish, at least once a week, a public notice inviting the electors [contemplated in paragraphs *d* and *e* of subsection 1 of section 35] to come, during office hours, to [his office], in order to verify [] that their names are entered [] on the electoral lists in preparation.

[The assessment department of the Québec Urban Community shall furnish the city clerk with all the information necessary for the making of the electoral lists.] »

11. Section 41 of the said act, replaced by section 9 of chapter 102 of the statutes of 1937, is again replaced by the following:

“**41.** [] If at the time the electoral list is made, the [city clerk is] informed by the [valuation commissioner of the Québec Urban Community] that certain persons no longer possess as owners the immoveables qualifying them as electors, [he] shall enter the names of the new proprietors on the electoral list, substituting such names in the place and stead of the former proprietors, provided that they possess the electoral qualifications required by law.”

12. Section 42 of the said act, replaced by section 3 of chapter 86 of the statutes of 1969, is again replaced by the following:

“**42.** [The clerk shall declare under oath that the electoral lists of the city are accurate to the best of his knowledge. The enumerators shall take a similar oath respecting any part of the list in the making of which they participated. The lists must then be printed and deposited in the clerk's office] and in the office of the district director for the polling districts of such district; [the clerk] shall give public notice once a week in at least one French newspaper and one English news-

journal anglais circulant dans la ville, de leur impression, de leur dépôt pour consultation, de même que des lieux et délais du dépôt des demandes d'inscription, de radiation et de correction, ainsi que des heures, lieux et dates de révisions. »

13. L'article 65 de ladite loi, remplacé par l'article 24 du chapitre 86 des lois de 1969, est modifié en remplaçant le sixième alinéa par le suivant:

[« À chaque année où une élection générale a lieu, la présentation des candidats aux charges de maire et de conseillers a lieu au bureau du greffier de la ville, entre midi et deux heures de l'après-midi, vingt et un jours avant la tenue du scrutin. »]

14. L'article 69 de ladite loi, remplacé par l'article 33 du chapitre 81 des lois de 1965 (1^{re} session), est de nouveau remplacé par le suivant:

« **69.** Il doit être produit en même temps que chaque bulletin de présentation:

1. une déclaration solennelle, faite par le candidat ou par une autre personne attestant que le candidat possède la qualification exigée par l'article 18;

2. un certificat du [commissaire à l'évaluation de la Communauté urbaine de Québec] attestant la qualification exigée par le paragraphe *d* de l'article 18. »

15. L'article 72 de ladite loi, remplacé par l'article 34 du chapitre 81 des lois de 1965 (1^{re} session), est de nouveau remplacé par le suivant:

« **72.** S'il y a plus d'un candidat pour le même charge, le scrutin a lieu le deuxième dimanche suivant [le premier mercredi de novembre], depuis dix heures du matin jusqu'à huit heures du soir. »

16. L'article 75 de ladite loi, remplacé par l'article 35 du chapitre 81 des lois de 1965 (1^{re} session), est de nouveau remplacé par le suivant:

paper circulating in the city, of the printing thereof, the deposit of the same for examination, and of the places and delays for the deposit of applications for the entry and striking off of names, and for correction, and of the hours, places and dates of the revisions."

13. Section 65 of the said act, replaced by section 24 of chapter 86 of the statutes of 1969, is amended by replacing the sixth paragraph by the following:

["In each year in which a general election is held, the nominations of candidates for the offices of mayor and councillors shall take place at the office of the city clerk between noon and two o'clock in the afternoon, twenty-one days before the poll is held."]

14. Section 69 of the said act, replaced by section 33 of chapter 81 of the statutes of 1965 (1st session), is again replaced by the following:

“**69.** There shall be furnished with each nomination-paper:

(1) A solemn declaration made by the candidate or by another person attesting that the candidate has the qualification required by section 18;

(2) A certificate of the [valuation commissioner of the Québec Urban Community] attesting the qualification required by paragraph *d* of section 18.”

15. Section 72 of the said act, replaced by section 34 of chapter 81 of the statutes of 1965 (1st session), is again replaced by the following:

“**72.** If there are more than one candidate for the same office, the voting shall take place on the second Sunday following the first Wednesday in November, from ten o'clock in the morning until eight o'clock in the evening.”

16. Section 75 of the said act, replaced by section 35 of chapter 81 of the statutes of 1965 (1st session), is again replaced by the following:

« **75.** Il y a dans chaque district un bureau de votation pour un nombre d'environ [trois] cents électeurs. »

17. L'article 137 de ladite loi est remplacé par le suivant :

« **137.** Dans tous les cas non spécialement prévus par la présente loi, la procédure suivie pour l'élection des membres de [l'Assemblée nationale du Québec (Statuts refondus, 1964, chapitre 7)] s'applique *mutatis mutandis* aux élections des membres du conseil de la ville et toutes les infractions et peines édictées dans la loi concernant l'élection des membres de [l'Assemblée nationale du Québec] s'appliquent aux élections des membres du conseil de la ville. »

18. L'article 162*b* de ladite loi, édicté par l'article 8 du chapitre 72 des lois de 1941 et remplacé par l'article 7 du chapitre 85 des lois de 1966/1967, est de nouveau remplacé par le suivant :

« **162*b*.** Un règlement adopté en vertu de l'article 162*a* n'a d'effet que s'il est approuvé par la Commission municipale du Québec; il est en outre soumis à la Loi des régimes supplémentaires de rentes [mais les contributions spéciales relatives à un déficit actuariel initial existant le 1^{er} janvier 1966 peuvent se limiter au montant annuel nécessaire pour prévenir toute augmentation de ce déficit.] »

19. L'article 320*a* de ladite loi, édicté par l'article 64 du chapitre 102 des lois de 1937, est remplacé par le suivant :

« **320*a*.** [] [Nonobstant toute disposition contraire de toute loi générale ou spéciale,] une commission de la ville composée du maire, [du gérant,] du trésorier et d'un conseiller [] peut [autoriser la ville à] employer les deniers des fonds d'amortissement au rachat des obligations de la ville en circulation ou acheter avec ces deniers des obligations de la ville à être émises au taux courant du marché [ou des bons du trésor émis en anticipation de ses émissions et aussi des certificats de dépôt émis par les banques à charte, cais-

“**75.** In every district there shall be a polling-station for a number of approximately [three] hundred electors.”

17. Section 137 of the said act is replaced by the following :

“**137.** In all cases not specially provided for by this act, the proceedings followed for the election of members of the [National Assembly of Québec (Revised Statutes, 1964, chapter 7)] apply, *mutatis mutandis*, to the election of members of the city council, and all offences and penalties enacted by the act respecting the election of members of the [National Assembly of Québec] apply to the elections of members of the city council.”

18. Section 162*b* of the said act, enacted by section 8 of chapter 72 of the statutes of 1941 and replaced by section 7 of chapter 85 of the statutes of 1966/1967, is again replaced by the following :

“**162*b*.** No by-law adopted under section 162*a* shall have effect unless it is approved by the Québec Municipal Commission; it shall also be subject to the Supplemental Pension Plans Act, [but special contributions relating to an original actuarial deficit existing on January 1st, 1966 may be limited to the annual amount necessary to prevent any increase in that deficit.]”

19. Section 320*a* of the said act, enacted by section 64 of chapter 102 of the statutes of 1937, is replaced by the following :

“**320*a*.** [] [Notwithstanding any inconsistent provision of any general law or special act,] a city commission consisting of the mayor, [the manager], the treasurer and [one councillor] may [authorize the city to] use the monies of its sinking-funds for the redemption of its outstanding bonds, or with such monies purchase at current market rates other bonds of the city to be issued, or treasury bonds issued in anticipation of its bond issues and also deposit certificates issued by chartered banks, credit unions or trust companies] or other

ses populaires ou compagnies de fiducie,] ou d'autres obligations tel que prévu à l'article 38 de la Loi des dettes et emprunts municipaux et scolaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 171). »

20. L'article 326 de ladite loi, modifié par l'article 15 du chapitre 110 des lois de 1930, est remplacé par le suivant :

[« **326.** La ville est autorisée à emprunter, sous forme d'émissions d'obligations ou autrement, toute somme d'argent qu'elle juge nécessaire pour toutes les fins de sa compétence. »]

21. L'article 327 de ladite loi, modifié par l'article 16 du chapitre 51 des lois de 1948 et par l'article 43 du chapitre 51 des lois de 1954/1955, est remplacé par le suivant :

[« **327.** 1. Tout règlement décrétant un emprunt doit indiquer :

- a) les fins pour lesquelles l'emprunt doit être contracté;
- b) le montant total de l'emprunt;
- c) le terme et le mode de remboursement de l'emprunt;
- d) le taux maximum de l'intérêt qui peut être payé.

Tout règlement qui décrète un emprunt ne requiert que l'approbation de la Commission municipale du Québec et du ministre des affaires municipales avant son entrée en vigueur.

2. Lorsque la ville effectue un emprunt au moyen d'obligations, elles peuvent être sérieées ou payables à même un fonds d'amortissement. Sauf dans les cas d'obligations sérieées, la ville doit créer un fonds d'amortissement suffisant pour payer à échéance le montant total de l'emprunt.

3. Nonobstant toute disposition contraire, la ville peut modifier un règlement d'emprunt par résolution de son conseil avec l'approbation du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale du Québec, même si des billets ou obligations ont été émis en vertu du règlement, pourvu que les modifications ne changent pas l'objet de l'emprunt, qu'elles n'augmentent pas le montant de l'emprunt, qu'elles n'augmentent pas le

bonds as provided in section 38 of the Municipal and School Debt and Loan Act (Revised Statutes, 1964, chapter 171).”

20. Section 326 of the said act, amended by section 15 of chapter 110 of the statutes of 1930, is replaced by the following :

[“**326.** The city may borrow, by an issue of bonds or otherwise, any amount of money it deems requisite for any purpose within its jurisdiction.”]

21. Section 327 of the said act, amended by section 16 of chapter 51 of the statutes of 1948 and by section 43 of chapter 51 of the statutes of 1954/1955, is replaced by the following :

[“**327.** (1) Every by-law prescribing a loan must indicate :

- (a) the purpose for which the loan is contracted;
- (b) the amount of the loan;
- (c) the term of the loan, and the terms and conditions of repayment;
- (d) the maximum interest rate payable.

A by-law prescribing a loan requires only the approval of the Québec Municipal Commission and of the Minister of Municipal Affairs before coming into force.

(2) When the city makes a loan through an issue of bonds, they may be serial or payable out of a sinking-fund. Except in the case of serial bonds, the city shall create a sinking-fund sufficient to pay the entire amount of the loan at maturity.

(3) Notwithstanding any inconsistent provision, the city may amend a loan by-law by a resolution of the council with the approval of the Minister of Municipal Affairs and of the Québec Municipal Commission, even if notes or bonds have been issued under the by-law, provided that the amendments do not change the object of the loan, do not increase the amount of the loan, do not increase the interest rate to a rate higher than that fixed under sec-

taux de l'intérêt à un taux supérieur à celui qui est fixé en vertu de l'article 49 de la Loi des dettes et emprunts municipaux et scolaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 171), qu'elles ne prolongent pas le terme de remboursement et qu'elles ne réduisent pas la garantie des détenteurs des billets émis ou des obligations, s'il en est. »]

22. L'article 327a de ladite loi, édicté par l'article 21 du chapitre 85 des lois de 1966/1967, est abrogé.

23. L'article 328 de ladite loi, modifié par l'article 5 du chapitre 44 des lois de 1936 (2^e session), est remplacé par le suivant:

[« **328.** Sous réserve de l'approbation de la Commission municipale du Québec et du ministre des affaires municipales, la ville peut emprunter temporairement, par résolution, au moyen de bons du trésor, billets et sous d'autres formes, les sommes dont elle peut avoir besoin pour les fins suivantes:

1. en anticipation de la perception:
 - a) des redevances municipales et scolaires de l'exercice en cours;
 - b) des arrérages des redevances municipales et scolaires;
 - c) du coût du service de l'enlèvement de la neige et de l'entretien des rues, trottoirs, places publiques durant l'hiver;
2. en anticipation de la vente de ses obligations lorsqu'elle est autorisée à en émettre;
3. pour verser des avances temporaires à l'Office municipal d'habitation de Québec;
4. pour le financement des stocks et dépenses différées.

Ces emprunts temporaires doivent être remboursés à même le produit de la perception des redevances, de la vente d'obligations ou du remboursement des avances temporaires.] »

24. L'article 329 de ladite loi est abrogé.

25. L'article 329a de ladite loi, édicté par l'article 65 du chapitre 102 des lois de 1937, est abrogé.

tion 49 of the Municipal and School Debt and Loan Act (Revised Statutes, 1964, chapter 171), that they do not extend the term for repayment and that they do not reduce the security of the holders of the issued notes or bonds, if there are any."]

22. Section 327a of the said act, enacted by section 21 of chapter 85 of the statutes of 1966/1967, is repealed.

23. Section 328 of the said act, amended by section 5 of chapter 44 of the statutes of 1936 (2nd session), is replaced by the following:

[“**328.** Subject to the approval of the Québec Municipal Commission and of the Minister of Municipal Affairs, the city may borrow temporarily, by resolution, by means of treasury bonds, notes and otherwise, the amounts it may need for the following purposes:

- (1) in anticipation of collecting:
 - (a) municipal and school taxes for the current fiscal year;
 - (b) arrears of municipal and school taxes;
 - (c) the cost of the snow removal and maintenance service of streets, sidewalks and public squares in winter;
- (2) in anticipation of the sale of its bonds when it is authorized to issue them;
- (3) to pay temporary advances to the Québec Municipal Housing Office;
- (4) to finance deferred stocks and expenditures.

These temporary loans must be repaid out of the proceeds of the collection of the taxes, the sale of the bonds or the repayment of the temporary advances.”]

24. Section 329 of the said act is repealed.

25. Section 329a of the said act, enacted by section 65 of chapter 102 of the statutes of 1937, is repealed.

26. L'article 332*c* de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 69 des lois de 1964, remplacé par l'article 4 du chapitre 87 des lois de 1968 et par l'article 26 du chapitre 68 des lois de 1970, est abrogé.

27. L'article 332*d* de ladite loi, édicté par l'article 5 du chapitre 87 des lois de 1968, remplacé par l'article 27 du chapitre 68 des lois de 1970, est abrogé.

28. L'article 332*e* de ladite loi, édicté par l'article 28 du chapitre 68 des lois de 1970, est abrogé.

29. L'article 336 de ladite loi est modifié en ajoutant après le paragraphe 202 le paragraphe suivant :

[« 203. Pour réglementer ou prohiber avec ou sans exception l'usage de canots, chaloupes ou autres embarcations ou véhicules sur la rivière Saint-Charles. »]

30. L'article 351 de ladite loi est remplacé par le suivant :

[« **351.** La ville est autorisée, lorsqu'elle le juge à propos, à fermer, par règlement, toute rue ou partie de rue et pourvoir au paiement d'indemnité, s'il y a lieu.] »

31. L'article 6 du chapitre 111 des lois de 1935, devenu l'article 417*a* de ladite loi et remplacé par l'article 26 du chapitre 85 des lois de 1966/1967, par l'article 43 du chapitre 86 des lois de 1969 et par l'article 34 du chapitre 68 des lois de 1970, est abrogé.

32. L'article 452*a* de ladite loi, édicté par l'article 48 du chapitre 51 des lois de 1954/1955 et remplacé par l'article 51 du chapitre 86 des lois de 1969, et l'article 452*b* de ladite loi, édicté par l'article 48 du chapitre 51 des lois de 1954/1955 et remplacé par l'article 5 du chapitre 100 des lois de 1959/1960, sont abrogés.

33. L'article 511 de ladite loi, remplacé par l'article 42 du chapitre 68 des

26. Section 332*c* of the said act, enacted by section 2 of chapter 69 of the statutes of 1964, replaced by section 4 of chapter 87 of the statutes of 1968 and by section 26 of chapter 68 of the statutes of 1970, is repealed.

27. Section 332*d* of the said act, enacted by section 5 of chapter 87 of the statutes of 1968, replaced by section 27 of chapter 68 of the statutes of 1970, is repealed.

28. Section 332*e* of the said act, enacted by section 28 of chapter 68 of the statutes of 1970, is repealed.

29. Section 336 of the said act is amended by adding after paragraph 202 the following :

[“203. To regulate or prohibit conditionally or absolutely the use of canoes, launches or other craft or vehicles on the Saint-Charles river.”]

30. Section 351 of the said act is replaced by the following :

[“**351.** The city may when it deems it expedient close by by-law any street or part of a street and pay compensation if necessary.”]

31. Section 6 of chapter 111 of the statutes of 1935, become section 417*a* of the said act and replaced by section 26 of chapter 85 of the statutes of 1966/1967, by section 43 of chapter 86 of the statutes of 1969 and by section 34 of chapter 68 of the statutes of 1970, is repealed.

32. Section 452*a* of the said act, enacted by section 48 of chapter 51 of the statutes of 1954/1955 and replaced by section 51 of chapter 86 of the statutes of 1969, and section 452*b* of the said act, enacted by section 48 of chapter 51 of the statutes of 1954/1955 and replaced by section 5 of chapter 100 of the statutes of 1959/1960, are repealed.

33. Section 511 of the said act, replaced by section 42 of chapter 68 of the

lois de 1970, est de nouveau remplacé par le suivant :

[« **511.** La ville peut faire des règlements pour ordonner l'ouverture de nouvelles rues, l'élargissement, le prolongement ou le changement des rues existantes, pour autoriser tous travaux de construction ou toutes améliorations et plus spécifiquement la construction de mails couverts dans les rues ou sur le domaine public, pour prescrire le mode de construction et d'entretien des rues, pour autoriser tous les travaux d'infrastructure, de pavage et d'introduction des services des eaux dans les rues de la ville, et pour en payer le coût, en tout ou en partie, à même les fonds généraux de la ville ou au moyen d'une répartition ou taxe spéciale sur les propriétaires d'immeubles situés dans un rayon déterminé par le conseil, ou pour prescrire une répartition de ce coût ou de cette taxe spéciale en raison de l'étendue de front de ces immeubles, soit d'après leur évaluation ou en raison de la superficie des terrains.] »

34. L'article 512 de ladite loi, remplacé par l'article 43 du chapitre 68 des lois de 1970, est abrogé.

35. L'article 541 de ladite loi, remplacé par l'article 12 du chapitre 47 des lois de 1944, est modifié en retranchant les paragraphes 4, 5 et 6.

36. L'article 546 de ladite loi, remplacé par l'article 31 du chapitre 74 des lois de 1940, est modifié en ajoutant l'alinéa suivant :

[« Rien de ce qui est contenu dans les articles 50, 75 et 76 du Code de la route (Statuts refondus, 1964, chapitre 231) n'empêche le conseil de réglementer la vitesse des véhicules automobiles dans son territoire, mais la vitesse autorisée par le règlement adopté à cette fin, lorsqu'elle est supérieure ou inférieure à trente milles à l'heure, doit être clairement indiquée par des signaux ou affiches à la vue du public, à défaut de quoi la vitesse permise est de trente milles à l'heure. »]

37. Nonobstant l'article 208 de ladite loi, l'article 523 de la Loi des cités et villes

statutes of 1970, is again replaced by the following :

[“**511.** The city may make by-laws to order the opening of new streets, the widening, extension or changing of existing streets, to authorize any construction or improvement work, specifically the construction of covered malls in the streets or on public property, to prescribe the methods of construction and maintenance of streets, to permit any substructural or paving work or laying of water mains in the streets of the city, and to pay all or part of the cost out of the general funds of the city by a distribution or special tax on the owners of immovables situated within a radius determined by the council, or to prescribe a distribution of that cost or special tax proportional to the frontage of such immovables, their assessment or the area of the lots.”]

34. Section 512 of the said act, replaced by section 43 of chapter 68 of the statutes of 1970, is repealed.

35. Section 541 of the said act, replaced by section 12 of chapter 47 of the statutes of 1944, is amended by striking out subsections 4, 5 and 6.

36. Section 546 of the said act, replaced by section 31 of chapter 74 of the statutes of 1940, is amended by adding the following paragraph :

[“Nothing in sections 50, 75 and 76 of the Highway Code (Revised Statutes, 1964, chapter 231) prevents the council from regulating the speed of motor vehicles in its territory, but the speed authorized by the by-law adopted for that purpose, when greater or less than thirty miles per hour, must be clearly indicated by signals or signs in public view, failing which the speed allowed is thirty miles per hour.”]

37. Notwithstanding section 208 of the said act, section 523 of the Cities and

s'applique au district Les Saules, du 1^{er} janvier 1970 au 31 décembre 1971.

38. L'article 13 de l'annexe 1 du chapitre 90 des lois de 1969 est remplacé par le suivant:

« **13.** Jusqu'à ce qu'il en soit décidé autrement par le conseil municipal de la Ville de Québec, le service de déneigement existant présentement (i.e. sans transport de la neige) dans les limites du district Les Saules est maintenu et le coût de ce service sera réparti uniformément dans tout le district et sera calculé à un taux basé sur l'évaluation en vigueur des terrains durant l'exercice financier au cours duquel le compte deviendra dû et exigible.

La créance qui en résultera pour la Ville de Québec sera privilégiée au même rang que les cotisations ou taxes municipales.

Cependant, le présent article n'a pas pour effet de restreindre les pouvoirs de la Ville de Québec lui résultant de l'article 429 de sa charte. »]

39. Le premier alinéa du paragraphe 2 de l'article 42 du Code de la route (Statuts refondus, 1964, chapitre 231) ne s'applique pas dans la Ville de Québec aux passages à niveau où existent des signaux électriques ou mécaniques.

40. L'article 20 du chapitre 72 des lois de 1949, remplacé par l'article 6 du chapitre 66 des lois de 1963 (1^{re} session), est de nouveau remplacé par le suivant:

« **20.** Nonobstant toute loi générale et spéciale, la ville est autorisée à consentir, avec le surplus de la vente des usines de Saint-Malo, des prêts à des industriels canadiens ou à des corporations légalement constituées au Canada, pour l'acquisition de terrains, la construction d'immeubles, l'achat de machineries, équipements ou accessoires nécessaires à l'établissement d'industries [et pour la relocation des industries existantes] dans la ville, le tout aux conditions qu'elle juge à propos.

[La ville est également autorisée à acquérir, à l'amiable ou par expropriation,

Towns Act applies to the district of Les Saules from the 1st of January 1970 to the 31st of December 1971.

38. Article 13 of Schedule 1 to chapter 90 of the statutes of 1969 is replaced by the following:

["**13.** Until otherwise decided by the municipal council of the City of Québec, the existing snow removal service (namely, without transport of snow) within the limits of the district of Les Saules shall be maintained and the cost of it distributed uniformly throughout the district computed at a rate based on the assessment in force on the lots during the fiscal year in which the account becomes due and payable.

The resulting claim of the City of Québec shall be privileged at the same rank as municipal assessments or taxes.

However, this section does not restrict the powers of the City of Québec under section 429 of its charter."]

39. The first paragraph of subsection 2 of section 42 of the Highway Code (Revised Statutes, 1964, chapter 231) does not apply in the City of Québec to level crossings equipped with luminous or mechanical signals.

40. Section 20 of chapter 72 of the statutes of 1949, replaced by section 6 of chapter 66 of the statutes of 1963 (1st session), is again replaced by the following:

"**20.** Notwithstanding any general law or special act, the city is authorized to grant, out of the surplus proceeds accruing from the sale of the Saint-Malo Shops, loans to Canadian manufacturers or to corporations legally incorporated in Canada, for the purchase of lands, the erection of buildings, the purchase of machinery, equipment or accessories necessary to the establishment of industries [and the relocation of existing industries] in the city, the whole on such conditions as it may deem expedient.

[The city may also acquire by agreement or expropriation, out of the surplus

avec le surplus de la vente des usines de Saint-Malo, des immeubles, afin de les revendre, de les échanger ou de les louer, aux conditions qu'elle détermine, pour favoriser la relocalisation des industries existantes dans la municipalité.]

L'exercice de tels pouvoirs est soumis à l'approbation préalable de la Commission municipale du Québec, du ministre des affaires municipales et du ministre de l'industrie et du commerce.

Tout prêt consenti par la ville a préséance sur tout autre charge ou privilège sur les terrains et les bâtisses, sauf en ce qui concerne les droits de la province et ceux résultant de prêts hypothécaires enregistrés à une date antérieure. »

41. Sous réserve de l'approbation de la Commission municipale du Québec et du ministre des affaires municipales, la ville est et a toujours été autorisée à emprunter conformément à la loi qui la régit les sommes suivantes:

(a) \$525,000 pour la reconstruction et l'aménagement des approches nécessaires au pont Drouin;

(b) \$3,200,000 pour la construction du parc-auto de l'hôtel de ville.

42. L'article 2 du chapitre 94 des lois de 1971 est remplacé par le suivant:

« **2.** La Ville de Québec est autorisée à acquérir ou construire des immeubles pour l'établissement et l'exploitation d'un centre de congrès; à ces fins, elle peut [, avec l'approbation de la Commission municipale du Québec et du ministre des affaires municipales,] contracter des emprunts et conclure des ententes avec toute personne, société commerciale ou corporation; cependant, toute entente pour l'exploitation de ce centre de congrès comportant une participation dans les déficits doit limiter le montant annuel de cette participation au montant annuel des taxes foncières générales payables par l'occupant. »

43. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

proceeds of the sale of the Saint-Malo Shops, immoveables for resale, exchange or lease, on the conditions it determines, to further relocation of existing industries in the municipality.]

The exercise of such powers shall be subject to previous approval by the Québec Municipal Commission, the Minister of Municipal Affairs and the Minister of Industry and Commerce.

Any loan granted by the city shall have precedence over any other charge or privilege on the lands and buildings, except as to what concerns the rights of the Province and those resulting from loans on mortgage registered at an earlier date."

41. Subject to the approval of the Québec Municipal Commission and of the Minister of Municipal Affairs, the city has and has always had power to borrow in accordance with the act governing it the following amounts:

(a) \$525,000 to rebuild and install the approaches to the Drouin bridge;

(b) \$3,200,000 to build the parking garage at city hall.

42. Section 2 of chapter 94 of the statutes of 1971 is replaced by the following:

"**2.** The City of Québec is authorized to acquire or construct immoveables for the establishment and operation of a convention centre; for such purposes it may [,with the approval of the Québec Municipal Commission and of the Minister of Municipal Affairs] contract loans and make agreements with any person, commercial partnership or corporation; however, any agreement for the operation of such convention centre entailing deficit sharing must limit the annual amount of such sharing to the annual amount of the general real estate taxes payable by the occupant."

43. This act shall come into force on the day of its sanction.